



Débat sur l'implication de L'APRÈS dans les présidentielles

Recueil de contributions

Ce document rassemble les contributions, individuelles ou collectives, des membres de L'Après, pour amorcer et enrichir le débat en vue du Parlement du 4 octobre.

Sommaire :

- Contribution de Jean-Pierre Bourdine, Alpes de Haute-Provence
- Contribution de 8 militant.es du 31
- Contribution de militant.es de Paris 20e
- “Et maintenant ?” Contribution de 16 militant.es du 64
- “Quelques éléments de réflexion en prévision du débat sur notre positionnement pour la future élection présidentielle” (Section territoriale du 92)
- Contribution des militant.es de l’Après Roubaix
- Contribution de militant.es du 64
- “Pour un programme et une primaire de Front Populaire” Contribution de François Joffre, Clichy-sous-bois, 93
- Contribution de Jean-Jacques Sacquepey, Bagnolet (93)
- Contribution des militant.es de l’Après 35
- Contribution de la section Rouen-Dieppe (76)
- Contribution de Michèle Sauve, Jacques Richet et Martin Costantini du GL Paris Nord (75)
- Contribution d’Alexis Midol-Monnet, Essonne (91)
- “Elections de 2027 Ne pas se précipiter mais agir” contribution d’Henri Henri Mermé, Comité Paris X-XI, Commission internationale
- “L’APRÈS primaire” Contribution au débat de Xavier Keller (75), Laëtitia Criseo (92), Méliades Bey (84), Zoé Sambou (76)
- Contribution au débat de Calypso Arvois (Lyon), Ingrid Hayes (Paris), Olivier Madaule (Montreuil), Pierre-François Grond (Paris), Pierre-Yves Legras (Isère), Sandrine Ghiotto (Paris)

Contribution de Jean-Pierre Bourdine, Alpes de Hautes-Provence :

Nous vivons une époque dangereuse.

La droite et l'extrême-droite réactionnaires sont à l'offensive. Elles ciblent les étrangers mais aussi les salariés dans l'offensive d'Attal et de Philippe visant à réduire les cotisations sociales en rapprochant le salaire net du salaire brut.

À cette offensive, les salariés et les démocrates opposent une résistance notable tant par les mouvements sociaux que dans les élections où le NFP qui a constitué à l'AN le groupe le plus important et contenu la progression de l'extrême-droite a obtenu des succès aux élections municipales, et en particulier les mairies des trois plus grandes villes de France.

Ces constats valent, *mutatis mutandis*, sur toute la planète, aux USA, mais aussi en Europe, Allemagne, Espagne, Italie.

Guerre entre la Russie et l'Ukraine, et dans tout le moyen-Orient.

Époque dangereuse parce que l'évolution tant économique, sociale, que climatique peut à tout moment susciter un chaos que l'extrême-droite tenterait de transformer en ordre fasciste en s'appuyant dans la rue sur des foules désespérées.

Comment l'élection présidentielle d'avril 2027 se présente-t-elle ?

Elle s'inscrit dans une longue période marquée par les présidences Mitterrand et le prétendu « social-libéralisme ». Les suites ont été l'échec de Lionel Jospin, l'échec de Ségolène Royal, le mandat de François Hollande, l'effondrement du Parti Socialiste en 2017 et la montée de l'extrême-droite dans la même période. En 2014, 2019 et 2024, le RN emporte un tiers des sièges aux élections européennes, à la proportionnelle.

L'autre évènement majeur est le surgissement du Parti de Gauche en 2008, issu de PS et bientôt allié au P.C.F. dans le Front de gauche. Les élections présidentielles de 2012, 2017 et 2022 voient l'émergence de Jean-Luc Mélenchon, grand orateur, et d'un mouvement, très large en 2017, la FI, qui est resté ce pourquoi il a été fondé : une force militante au service des ambitions présidentielles de Mélenchon. En même temps, la FI occupe à l'extrême-gauche la place que ne peuvent plus guère occuper le P.C.F. et le P.S.

Trois groupes politiques sont en lice pour l'élection dans sept mois. La gauche, c'est à dire le NFP (fracturé conjointement par Mélenchon et la droite du PS), le centre macronien, la droite et extrême-droite.

Suivant les sondages, ce dernier ensemble avoisine les 50 % d'intentions de vote.

Le centre macronien est largement discrédité.

Concernant notre camp, celui du NFP, mon sentiment est qu'il peut l'emporter. En effet, sur des points essentiels : la taxe Zucman, les taxes sur les dividendes, l'abrogation de la loi Duplomb, le refus de la réforme des retraites, etc, nos idées sont majoritaires dans l'opinion.

Cependant, les sondages disent avec constance que Jean-Luc Mélenchon, serait largement battu par Le Pen au second tour, s'il y participait.

Ce n'est pas en contradiction avec les résultats des dernières élections, ni avec ce qui est ressenti par les militants de terrain : Mélenchon a pour lui une large assise de partisans résolus, mais il est considéré comme violent et sectaire par un ensemble plus vaste de citoyens. Le mot convenable est : **clivant**.

La réunion du 5 mai à la Bellevilloise, qui a décidé d'une primaire en octobre, a ouvert la perspective d'une candidature du N.F.P., qui rassemblerait, sur la base de nos positions, majoritaires dans l'opinion.

La mise en minorité d'Olivier Faure au sein du PS a certes créé une difficulté, et la primaire quasi interne du PS brouille les cartes.

Sur cette mer agitée il convient que l'APRES garde le cap.

Il faut un(e) candidat(e) incarnant le NFP : Marine Tondelier, Olivier Faure, Clémentine Autain ou François Ruffin, fermement soutenu(e) par les autres.

Il est clair que, comme toujours, le « **vote utile** » sera le juge de paix.

En février 2027, une immense pression s'exercera sur celui (ou celle), à gauche, qui n'en bénéficiera pas, et elle (ou il) devra s'effacer.

JP Boudine

Texte sur les Présidentielles présenté par des militants de l'Après 31

Nous pensons que l'Après devrait adopter une position offensive :

Nous devons proposer à nos partenaires (les Ecolos, Génération.s) de travailler à forger les conditions pour transformer la candidature Mélenchon strictement insoumise en une candidature unitaire rassemblant les Insoumis, le NPA, les écolos, Génération.s et l'Après.

Sans nous précipiter, nous nous préparons ainsi à nous tenir prêt si la situation s'accélère et prendre nos décisions au fur et à mesure (accord ou non de nos partenaires, résultats des discussions, événements extérieurs....)

Mais pour cela nous ne pouvons louer le coche maintenant :

C'est notre parlement du 4 Octobre qui devrait adopter cette perspective et prendre une première décision.

Elargir le socle électoral de la gauche

Le quinquennat calamiteux de Hollande a ramené la gauche aux alentours de 30/35% des voix. C'est essentiellement cela qui rend la victoire de la gauche très improbable aujourd'hui quelque soit le candidat.

Cela ne veut pas dire que c'est impossible.

Mais surmonter cet obstacle nécessite 2 choses :

Entrer le plus rapidement en campagne pour s'adresser à la population et convaincre autour d'un programme et d'un candidat répondant aux urgences de l'heure.

Agir pour un rassemblement le plus large autour de cette candidature.

Nous devons poursuivre notre campagne unitaire mais il nous faut l'infléchir en tenant compte de la situation : le vote des militants socialistes a fermé la porte à une primaire.

Dans ces conditions nous devons agir pour le plus large rassemblement autour du candidat de gauche le mieux placé.

Il ne peut s'agir de Raphael Glucksman qui est plus tourné vers l'électorat macronistes que vers le rassemblement de la gauche .

On n'a pas besoin d'un Macron bis.

L'Après a toujours défendu la nécessité de rupture comme le proposait le programme du nfp.

La dynamique de la campagne de Jean Luc Mélenchon est indéniable.

Déjà il impose des thèmes de campagnes qui sont ceux qui peuvent rassembler la gauche : augmentation des salaires, taxer les riches (héritages, taxe Zucksman) annuler une partie de la dette ...

Nous constatons que c'est JLM qui aujourd'hui porte le mieux un programme de rupture avec la politique actuelle.

Mais il a un handicap certain :

Personne à gauche ne pourra gagner seul.

Si sa campagne ne s'appuie que sur LFI avec comme débouché un gouvernement LFI pur sucre, il n'est pas sûr d'être au second tour et n'a pratiquement aucune chance de l'emporter.

Nous avons pris du retard :

Dès le 5 Juillet Clémentine avait ouvert la voie.

« Dorénavant la responsabilité tombait sur les épaules de Jean Luc Mélenchon.

A lui de faire le nécessaire pour que sa campagne puisse devenir une campagne unitaire. »

C'est avec cette position qu'il nous faut renouer au plus tôt pour être en prise sur la situation réelle.

En résumé : Que faire aujourd'hui ?

Nous devons continuer à poursuivre notre discours unitaire :

- Seul, aucun candidat de gauche ne peut gagner
- L'unité est à bâtir

Mais nous ne pouvons pas en rester là.

1) Prendre en compte du coup d'arrêt de la primaire de Bagnaux

2) La situation ainsi créée donne une responsabilité à Jean Luc Mélenchon à réaliser les conditions d'un rassemblement

Cela ne veut pas dire s'engager seuls dans la campagne Mélenchon, mais proposer à nos amis unitaires en particulier les Ecolos et Génération.s d'agir en commun .

C'est en bloc que nous devons aller à la discussion avec JLM, forger les conditions pour transformer la candidature Mélenchon strictement insoumise en une candidature de rassemblement.

Objectivement Mélenchon y a intérêt.

Fort de son socle élevé il se heurte à un plafond bas qu'il doit exploser si il veut une chance d'être au second tour voire de pouvoir renverser la table.

Pour gagner la marche est haute pour tous les candidats.

Quel que soit le candidat de gauche cela semble hors de portée dans le cadre actuel,

Mais rien n'est envisageable si la gauche n'est pas au second tour.

Une gauche présente au second tour permettrait ensuite la bataille des législatives avec l'espoir de battre les fachos.

Dès aujourd'hui nous préparons les législatives : d'où la nécessité d'un pacte de gouvernement dès aujourd'hui, pacte qui pourrait s'élargir à toute la gauche après le premier tour.

Mathieu Bérard co-secrétaire Départemental 31

Dominique Blanchot bureau départemental 31

Martin Dromard bureau départemental 31

Muriel Pinaud co-secrétaire départementale 31, membre de la CEN

Pierre Timsit bureau départemental 31

Claude Touchefeu membre de la CEN

José Almeida co-secrétaire Comminges 31

Sylvie Salaun co-secrétaire Comminges 31

Contribution au débat : L'APRÈS et la présidentielle 2027

Par des militant.es de Paris 20eme

Un constat

L'APRÈS et les « unitaires » doivent reconnaître un échec. Nous avons échoué à imposer une candidature unique de la gauche, donc à viser une qualification de cette candidature au premier tour et à la rendre susceptible de l'emporter au deuxième tour face au RN.

C'est la division qui l'a emporté à gauche. Du fait d'une dynamique implacable : l'hégémonisme de Mélenchon (sa candidature imposée sans discussion, ce qui vaut récusation du pluralisme de la gauche) a renforcé au sein de la social-démocratie une poussée anti-LFI et une inclination vers le centrisme, et pour le PCF un repli identitaire.

Il en résulte un affaiblissement majeur de toute la gauche. Lorsque celle-ci s'unit (avec le Front de gauche, la NUPES, le Nouveau front populaire) elle progresse, lorsqu'elle se divise elle régresse... L'APRÈS aura tout fait pour éviter cette situation dont on a dit depuis 2 ans qu'elle conduirait la gauche à l'échec avec en plus le risque très réel d'une victoire du RN en 2027. Pour L'APRÈS et les autres forces qui refusent cette double polarisation destructrice entre LFI et la droite de la social-démocratie, le défi est d'empêcher que cet échec se traduise en une impasse politique.

Ce à quoi conduirait un ralliement à l'un ou l'autre de ces deux pôles. Dans le cas de LFI, ce serait céder à l'illusion que l'unité peut se faire derrière une candidature de division et valider son projet hégémoniste. Quant à la candidature sociale-démocrate, même si elle s'avérait devenir « la mieux placée à gauche », elle ne saurait nous amener à nous rallier...

Pour L'APRÈS, tenir le cap !

L'APRÈS milite pour l'unité d'une gauche œuvrant au changement social, en se battant bec et ongles pour empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir. Notre décision finale doit découler de ces principes fondateurs.

Cette bataille ne se borne pas aux campagnes électorales et à des appels au vote, elle nécessite des interventions sur le terrain social. Que constate-t-on aujourd'hui ? Des partis de gauche absorbés par leur électoralisme et incapables de proposer une réelle réponse à la menace de l'extrême droite.

En revanche du côté du mouvement social des mobilisations, certes partielles et fragiles, sont en cours (syndicats et associations, dont la LDH, rassemblés avec « le mouvement social contre l'extrême droite », le CRACS sur le champ intellectuel et artistique...). L'APRÈS dans le cadre de sa campagne contre l'extrême droite, doit se porter à leurs côtés, en respectant l'indépendance du mouvement social.

Le soutien à Mélenchon pose un problème insurmontable.

Que JLM serait le seul susceptible de battre l'extrême droite, et que donc cela oblige à relativiser les divergences existantes (sur l'Ukraine, la Russie, la Chine, la production d'un antisémitisme influent chez ses sympathisants...), est une idée qui ne tient pas.

En effet il n'est pas assuré d'accéder au second tour. C'est ce qui s'est produit en 2017 et 2022 et cela reste possible en 2027 avec une gauche à son plus bas niveau 30 %, dont la moitié ne veut pas de lui (Radiographie de l'électorat de gauche par la Fondation Jean Jaurès, juin 2026). Et dans cette éventualité, **au second tour face à JLM la victoire du RN est quasi certaine.** Tous les sondages, l'étude de la Fondation Jean Jaurès avec une moitié de la gauche hostile à JLM et surtout l'hostilité voire la peur de plus de 70 % des citoyens le montrent. Jean-Luc Mélenchon est aujourd'hui le plus mauvais des candidats possibles pour espérer battre au second tour Marine Le Pen.

En revanche, les soutiens qu'il reçoit assurent l'hégémonisme de LFI sur la gauche. A l'évidence le scénario d'un accord unitaire programmatique et électoral susceptible de changer la donne est exclu par JLM. A tous les appels dans ce sens la réponse c'est "ralliez-vous".

Le risque est majeur d'être assimilé par les électeurs de gauche comme des supplétifs de LFI avec une perte de crédibilité de notre projet pluraliste et unitaire à la clé. Il y a secondairement un énorme risque pour nos députés qui pourraient avoir à affronter aux législatives des candidats PS en plus de ceux de LFI si l'APRES soutient la candidature JLM.

Alors que faire ?

Un débat respectueux et la circulation des informations sont essentiels pour assurer l'unité et l'avenir de notre mouvement. Ce débat doit avoir lieu dans toutes nos instances sur la base de positionnements rédigés avec une réelle préparation dans les sections et les GL, la CEN, le parlement. Il devra prendre en compte les évolutions et les dynamiques à gauche mais aussi à droite qui déterminent l'accès au 2eme tour. Il doit s'achever par un choix effectué démocratiquement.

Nous ne pouvons bien sûr pas rester spectateur de la séquence politique de la présidentielle, un moment important de politisation des citoyens. Il s'agit dès à présent de continuer à expliquer la nécessité de l'unité à gauche pour barrer la route à l'extrême droite, pour tracer les voies de la mobilisation en défense des valeurs et objectifs d'une gauche bien à gauche...

Ensuite la campagne contre l'extrême droite que l'APRES a commencé, en particulier contre le projet de « coup d'État constitutionnel » du RN, doit s'amplifier. Elle doit montrer au-delà du projet de remise en cause des libertés individuelles et collectives pour les étrangers mais aussi pour les Français, les conséquences concrètes du caractère anti-social et du déni climatique du RN. Proposons là aussi aux forces politiques et syndicales et associatives, par exemple en créant des comités d'action contre l'extrême droite, pour que ce combat soit le plus unitaire possible.

Pour l'élection présidentielle en tant que telle, **pour le 1er tour**, en l'état nous ne voyons pas de raisons à appeler à voter et faire une campagne ni pour JLM ni pour Glucksmann, responsables de la situation de division et dont actuellement aucun n'est en situation de l'emporter. Ce qui devrait nous conduire à appeler à voter à gauche indifféremment en laissant les électeurs-trices choisir leur "meilleur" candidat.

Pour le 2ème tour, si un ou une candidate de gauche se qualifiait, nous appellerions bien sûr à voter pour lui ou elle. En cas de duel entre la droite et le RN, il faudra appeler à faire barrage à l'extrême-droite. Pour les futures élections législatives, l'unité de la gauche est indispensable. Si du côté du PS et des Verts on peut penser que leurs propres intérêts, si nous n'avons pas soutenu JLM, devraient les conduire à offrir des garanties de respect du pluralisme, il est clair que JLM cherchera à empêcher l'élection ou la réélection des député-es de l'Après.

Cette contribution au débat sur notre campagne présidentielle reste fidèle à notre stratégie résolument unitaire et antifasciste dans un contexte de division à gauche. Elle permet de s'adresser à tout l'électorat de gauche majoritairement accablé par la division, et non à la moitié de cet électorat. C'est pour nous à la fois une des clés **pour apparaître comme un élément d'une future alternative à LFI et la voie pour renforcer la gauche dans la perspective des prochaines échéances électorales et des luttes indispensables à venir.**

Karine Avner, Gilles Barroux, Bertrand Lazard-Peillon, Paul Levy, Philippe Martinais, Eric Watteau, militant.es de l'APRES Paris 20eme. Le 19-09-2026.

Et maintenant ?

Contribution de camarades du 64

L'Après doit prendre position pour être utile à la gauche durant cette campagne présidentielle. L'attentisme gagne nos rangs depuis l'échec de la primaire de Bagneux, or la campagne est déjà en marche et les tendances lourdes se dessinent.

L'extrême droite caracole dans les sondages.

Jean-Luc Mélenchon reste en tête des intentions de vote à gauche entre 13 et 19%.

Les autres candidat.e.s déclaré.e.s à gauche ne percent pas. Cela est dû à la particularité de l'élection présidentielle dont les ressorts sont bien différents de ceux d'une législative. Une législative permet d'additionner des sièges (1936/2022/2024), alors que dans une présidentielle il n'y a au final qu'un.e seul.e président.e de la République.

- **L'élection présidentielle est une machine à la fois à diviser et à aligner**

Une machine à diviser au 1^{er} tour. Le spectacle de la gauche aujourd'hui suffit à s'en convaincre.

Une machine à aligner au second tour lorsqu'existait un parti dominant à gauche. L'alignement se faisait au second tour quand les autres partis de gauche qui s'étaient présentés au 1^{er} tour appelaient à voter pour le PS afin de battre la droite.

Une machine à aligner dès le 1^{er} tour, depuis que le RN peut accéder au second tour et qu'il n'y a plus de parti dominant à gauche.

- **Nous devons donc, dans ce cadre, faire l'unité de la gauche, dès le 1^{er} tour. Comment ?**

LFI et le PS ayant refusé de participer à une grande primaire de toute la gauche, il ne reste plus que le vote utile.

En 2027, la seule chose dont nous soyons sûrs, c'est que le RN sera au second tour et que l'alignement de la gauche, au moyen du vote utile, doit se faire dès le 1^{er} tour pour lui permettre de figurer au second.

Dans cette configuration, il ne nous est pas possible d'ignorer la forte dynamique de la campagne de JLM.

Nous devons nous engager rapidement, avec nos partenaires de gauche, à amplifier cette dynamique pour la faire sortir de son socle strictement insoumis.

- **Penser que la gauche plafonnerait à 33 % au second tour de l'élection présidentielle est une erreur.**

C'est une vision statique de la situation politique, se contentant d'additionner les votes des précédentes élections sans regarder du côté des abstentionnistes et de la nature tout à fait exceptionnelle de l'élection présidentielle de 2027.

Le sociologue Vincent Tiberj insiste sur ce paradoxe : les électeurs votent de plus en plus pour le RN mais le citoyen·nes sont de plus en plus ouvert·es à l'unité des origines et des cultures. Le soutien au droit de vote des étrangers, par exemple, est passé de 34 % en 1984 à 58 % en 2022. Ce qui explique ce paradoxe : l'abstention des jeunes !

La candidature de JLM est la seule à être à la hauteur de cet enjeu, du fait des batailles politiques menées contre la politique de Macron et contre la droite ou l'extrême-droite par LFI : son programme, les capacités de mobilisation et la volonté de cette organisation de donner toute leur place à des candidat·es issu·es de la diversité et de mener la bataille pour l'inscription sur les listes électorales.

- **Et maintenant ? Travaillons avec nos partenaires de gauche pour ouvrir la campagne de J-L Mélenchon et faire gagner la gauche**

La primaire PS/PP aura lieu le 18 octobre. Nous savons que, quel que soit le résultat, l'aile droite du PS fera en sorte de présenter son candidat qu'il s'agisse de Glucksmann ou de Hollande.

L'Après a donc tout intérêt à travailler dès maintenant avec ses partenaires les plus proches : Les écologistes, G.s, etc pour discuter avec la France insoumise d'un pacte de législature pour gouverner à gauche. C'est ainsi que nous serons réellement utiles pour construire la victoire de la gauche.

Avec l'accélération des rythmes à partir du 18 octobre, cette décision devrait se faire après le parlement du 4 octobre mais bien avant celui de la mi-novembre par un vote de tou.t.e.s les adhérent.e.s.

Signataires : Marion Bussy, Adjointe au Maire, Pau, Après 64/ Vincent Cabanel ; Militant associatif, Après 64/ Régine Cantet, Militante Après 64/ Thomas Chavigné, Militant Après 64/ Tuncay Cilgi, Syndicaliste, Après 64/Sullivan Espeut, militant Après 64/ Elsa Delignières, Syndicaliste, Après 64/ Natalie Francq, adjointe au Maire, Billère, Après 64/Wilfrid Hulot, syndicaliste, conseiller municipal, Billère, Après 64/ Michèle Laban-Winograd, Militante Après 64/ Bernard Lamblin, Adjoint au maire, Pau, Après 64/ Marie-Paule Lavergne, Militante Associative, Après 64/Sylvie Loureau, Conseillère Municipale, Billère, Après 64/ Bertrand Saüt, Conseiller municipal, Urdos, Après 64/ Bénédicte Veihan, Militante, Après 64/ Pierre Verdoux, Militant, Après 64

Quelques éléments de réflexion en prévision du débat sur notre positionnement pour la future élection présidentielle

(Section territoriale du 92)

Des différents échanges au sein du collectif du 92 sur le positionnement de L'APRÈS pour les prochaines échéances électorales, il ressort les réflexions suivantes :

- L'arrivée du RN à la présidence de la République constituerait un séisme politique tant au niveau national qu'europpéen. En conséquence, il convient de tout faire pour éviter un tel scénario.

- Dans la configuration actuelle, et malgré tous les efforts déployés, force est de constater que l'union des forces de gauche n'a pas abouti, les principaux partis politiques (LFI en tête) ayant préféré privilégier leurs intérêts propres à l'intérêt commun.

- Dès lors, la question de notre positionnement par rapport à la candidature de JLM se pose. Sur ce point précis, une majorité de notre section se dégage pour accepter un tel cadre.

Pour autant, il ne pourrait s'agir en aucun cas d'un quelconque soutien acritique et inconditionnel. La position de JLM, notamment, mais pas exclusivement, sur les questions internationales (Ukraine, Chine...), de défense de l'État de droit en France (attaques contre les juges, « la République, c'est moi ! »...), sont en effet incompatibles avec notre conception du combat politique pour un avenir meilleur.

- En conséquence, nous proposons, majoritairement, face au danger imminent d'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, d'appeler à voter JLM, mais sans pour autant apporter notre soutien à l'ensemble de ses prises de position.

- Bien au contraire, nous pensons nécessaire, dans un contexte certes difficile (appel d'Alternative Communiste imminent et de Génération's à voter Mélenchon, appel d'une partie des Verts...), de chercher à favoriser un regroupement des forces unitaires capables de mener conjointement un appel au vote Mélenchon et une campagne indépendante des forces antilibérales et unitaires sur nos propres valeurs et programme.

Une telle démarche nécessaire politiquement pour que vive notre courant, constituerait un point d'appui essentiel pour les échéances législatives qui suivront de près la présidentielle. Sachant que de très nombreux électeur•rices restent favorables à une unité de la gauche sur la base du programme du NFP.

- La question a été posée du timing d'un éventuel appel à voter J.-L. Mélenchon. De nos débats, il ressort que si cet appel ne doit pas arriver trop tard pour être entendu, il convient cependant de ne pas brûler les étapes et de laisser à la fois le temps au débat interne et à la possibilité de construire un front commun des unitaires face à l'extrême droite.

- Une telle démarche « d'appel critique » apparaît d'autant plus nécessaire pour préparer les échéances futures.

En effet, si JLM devait atteindre le second tour (ce pourquoi nous nous battons), il n'en reste pas moins qu'une probable défaite face à l'extrême droite (que nous expliquons par ses multiples errements et son refus de s'adresser positivement à ses partenaires naturels) apparaît à ce stade comme une éventualité sérieuse à prendre en compte.

N'avons-nous pas fondé notre argumentaire sur le fait que seule l'unité des forces de gauche, sur le programme du NFP, était en mesure de remporter l'élection présidentielle ?

NB : *ce dernier point a été évoqué sans qu'il fasse l'objet d'un débat approfondi et qu'il fasse consensus.*

Texte adopté par la majorité des camarades de la section 92

réuni•es le 15 septembre 2026

Contribution des militants de l'APRES de Roubaix.

Signataires :

Eve Flament, Adjointe au maire de Roubaix

Rachid Boussad, Adjoint au maire de Roubaix

Timothée Remy, Conseiller Délégué de Roubaix

Pierre Dubois, Ancien maire de Roubaix

André Renard

Anne-Marie Defief

Erwan Glasziou

Chères et chers camarades,

Nous proposons que les forces et les énergies de l'APRES se concentrent sur les élections législatives qui interviendront, dans le cas très probable d'une dissolution, au lendemain des présidentielles.

Nous devons tout faire pour permettre la reconduction du NFP dans sa version la plus large possible.

Pour ce faire, nous devons entamer des discussions et un travail sur un contrat de législature, ainsi que des négociations sur la répartition des circonscriptions dès maintenant.

Concernant l'élection présidentielle, nous suggérons que l'APRES laisse la liberté à ses militants de choisir un candidat de gauche, se reconnaissant dans le programme du NFP. Nous considérons que les militantes et les militants sont suffisamment responsables et aguerris pour faire ce choix.

Si, dans un éventuel accord législatif, il est inclus un soutien à un candidat à la présidentielle, nous proposons que, à ce moment-là, le Parlement de l'APRES redélibère et passe d'une position d'ouverture à toutes les candidatures issues du NFP à un soutien et une participation à la campagne du dit-candidat, et cela de façon démocratique.

Contribution de camarades du 64 pour le débat du Parlement du 4 octobre

Présidentielle et législatives 2027

Membres de l'APRES 64 Signataires : Monique Caminade, François Caussarieu, Jean-Michel Cazalet, Franck Fouquet, Antoine Hollard, Arnaud Jacottin, Delphine Lacassy-Badoc, Catherine Lalanne, Jean-Yves Lalanne, Daisy Marsaguet, Aline Morize-Rielland, Cristel Pordoy, Philippe Verdier,

Le débat sur la présidentielle ne saurait se réduire à la consigne de vote pour la candidature de gauche la mieux placée. C'est pourquoi nous avons défendu, depuis des mois, de façon constante, en nous appuyant sur les plus unitaires : **une candidature commune, un programme commun** du type NUPES ou NFP, **un pacte de législature garantissant le rassemblement et le pluralisme** des mouvements et partis de la gauche sociale et écologiste, pour assurer une majorité à l'assemblée, à minima un bloc de gauche qui aiderait à résister à l'extrême-droite et à la droite si elles parvenaient au pouvoir.

Prendre le temps d'évaluer la situation réelle et les rapports de forces

1. Le ralliement immédiat ou prématuré à la candidature de Jean-Luc Mélenchon sous prétexte qu'il est actuellement le mieux placé ferait fi de l'aspiration massive à l'unité à gauche. **Et quid des législatives ? de la question clé de quelle majorité à l'assemblée ?** Se rallier sans conditions, sans garanties, nous enfermerait dans une unité partielle (division) sous hégémonie de la FI qui ne débat avec personne des questions d'unité et de tactique.
2. D'ailleurs, JLM s'est adressé au PCF et aux Écologistes pour qu'ils se rallient mais en excluant tout autre parti de gauche. Cette mise au pied du mur démontre que la FI est dans une démarche d'enfermement et d'hégémonie sans partage. C'est appeler à voter pour le candidat de la FI, bien avant l'ouverture de la campagne présidentielle, qui nous rendrait inaudibles auprès d'une majorité des électrices, électeurs et abstentionnistes de gauche. Imaginer qu'on puisse rallier au plus tôt la candidature de JLM et mener en même temps une « campagne indépendante pour peser », ou exiger une « direction collégiale de campagne » est un leurre absolu. Déjà expérimenté par certains d'entre nous, cela n'a jamais marché, ni en 2017, ni en 2022 ! JLM et la direction de LFI veulent compter publiquement les ralliements, pas discuter des conditions de ces ralliements.
3. L'appel de Marine Tondelier à construire un « espace commun » de toute la gauche et des écologistes a été d'entrée écarté d'un revers de main par Manuel Bompard. La proposition de Sandrine Rousseau de soutien à la candidature de JLM et de définition d'un cadre commun n'a pas suscité de signe positif de la FI.
4. La primaire lancée par le PS peut produire de nouveaux éléments. Même si l'APRES n'est pas associée à ce processus fermé loin du projet unitaire du Front

Populaire 2027, nous avons plutôt intérêt à ce que Olivier Faure batte R. Glucksman et les sociaux-libéraux. Le résultat peut peser sur la situation ou du moins la clarifier, surtout dans la perspective d'un pacte de législature de toute la gauche.

5. Le Medef et ses réseaux exigeront de soutenir un candidat commun de la droite. Sans doute Edouard Philippe rallié par Attal, Retailleau. En agitant l'épouvantail JLM, le Medef poussera à cette unité. Cette concurrence Droite, Extrême-droite et gauche pousserait JL Mélenchon et tous les autres candidat.es de gauche à un tournant unitaire ?
6. La candidature JLM révèle un gros paradoxe. Certes il est pour l'instant en tête des sondages à 7 mois de l'échéance, mais son culte du clivage, son sectarisme le présentent aussi comme le candidat le plus rejeté dans les baromètres de popularité, et le moins bien placé pour battre Le Pen au second tour. Au second tour il sera le prétexte d'une alliance de la droite et de l'extrême droite.
7. Raison de plus de rester indépendant pour se situer en position d'être les « fers à souder » de toute la gauche, à l'instar d'autres partenaires et personnalités à gauche (Ruffin-Debout, Génération.s, les Écologistes). Un tournant unitaire, notamment par un pacte de législature, est un préalable nécessaire pour gagner en 2027. Nous devons donc contribuer à renforcer la perspective d'un front de gauche comme incontournable pesant sur la FI, le PS et le PCF. JLM et LFI ne se rallieront pas de leur plein gré à cette stratégie unitaire. Seul le rapport de force pourra l'imposer.
8. Nous avons le temps de murir notre consigne de vote. Car tous les collectifs de l'APRES n'ont pas mandaté les délégués au Parlement. Cette instance ne peut émettre un avis sans mandat impératif de la base ni en octobre, ni en novembre. Nous devons organiser, ultérieurement un vote des adhérents sur un mandat précis. Pour le moment notre orientation garde toute sa pertinence.

Pour un programme et une primaire de Front populaire

Contribution de François Joffre, Clichy-sous-bois

Préambule :

Clémentine Autain dont la candidature à la primaire de la gauche avait été validée par l'Après a peut-être voulu se démarquer rapidement de l'annonce par F. Ruffin et de M. Tondelier de leur candidature individuelle à la présidentielle suite au choix de 55,5% des adhérents du PS le 9/07 d'une primaire social-démocrate.

Il y a-t-il eu un débat au sein de l'Après préalablement à cette annonce ?

Était-il nécessaire de l'accompagner d'une photo lugubre en noir et blanc d'O. Faure qui était présent avec les jeunes socialistes au meeting à la Bellevilloise qui avait appelé les adhérents du PS à une primaire ouverte ? Même si tout n'était pas satisfaisant dans sa proposition ne s'agissait-il pas d'une ouverture dans laquelle la gauche unitaire aurait pu s'engouffrer comme a tenté de le faire F Ruffin dans la primaire social-démocrate ?

Était-il nécessaire, surtout, d'accompagner cette annonce d'un renoncement définitif à l'organisation d'une primaire ouverte ?

Contribution :

Nous ne nous reconnaissons pas dans le choix des 55,5% des adhérents du PS du rejet d'une primaire ouverte. Nous ne pensons pas non plus que J.-L. Mélenchon, désigné à sa demande par LFI, soit à même de rassembler les suffrages de toute la gauche.

Les institutions de la 5e république donnent une place excessive à la personnalisation du débat politique autour d'un.e président.e providentiel.le doté.e notamment du pouvoir de nommer le premier ministre.

Il serait sage de se centrer dans un premier temps, non pas sur la personne du candidat et sur le programme de son parti, mais sur un programme commun de gouvernement appliqué par le ou la première ministre qu'il désignera.

Ce programme de Front Populaire 2027 doit être avant tout unitaire, comme l'ont été ceux de la NUPES et du NFP, sans anathème à l'égard de telle ou telle sensibilité de la gauche qui serait prétendument pas assez ou trop à gauche pour s'intégrer à ce Front Populaire.

Il convient pour cela d'élaborer prioritairement un programme de gouvernement unitaire et consensuel permettant l'élection d'un.e candidat.e qui s'engagera à en favoriser l'application et désigné à cette fin par une primaire ouverte, de LFI à la Social Démocratie.

Seul un programme de gouvernement crédible et consensuel de Front Populaire 2027 peut permettre à la gauche de remporter la présidentielle face au risque majeur d'arrivée au pouvoir d'une extrême droite xénophobe ou d'une alliance de droite et/ou du centre.

1/ Notre programme doit être retravaillé avec tous les partisans d'une démarche unitaire pour l'élection présidentielle afin qu'il devienne un programme de gouvernement de front populaire 2027, c'est-à-dire un programme de gouvernement crédible et approuvé par toutes les sensibilités qui se revendiquent de gauche dans notre pays.

2/ Nous devons à nouveau porter l'exigence d'une primaire ouverte à tous les organisateurs du meeting à la Bellevilloise en accord avec ce programme de Front Populaire

2027 et aux électeurs de gauche qui souhaitent, majoritairement, une démarche unitaire. Primaire, bien évidemment, également ouverte aux adhérents et sympathisants de LFI et de la social-démocratie, qui désignera le candidat le mieux à même de promouvoir l'application de ce programme de Front Populaire 2027 et d'empêcher la victoire du RN ou de la droite à la présidentielle.

3/ Il serait préalablement clairement défini que si cette primaire unitaire populaire recueillerait un faible nombre de suffrages, inférieur par exemple au nombre de participants à la primaire social démocrate, cette proposition serait abandonnée. Si le nombre de participants à cette primaire était très important, nous profiterions de ce rapport de force favorable pour promouvoir et exiger, avec leur soutien, une deuxième primaire à laquelle participeraient le candidat désigné par cette primaire populaire et ceux désignés par la France Insoumise et par la primaire social démocrate.

François Joffres

20/09/2026

Contribution de Jean-Jacques Sacquepey, Bagnolet (93)

Vu la situation actuelle (Mélenchon largement en tête à gauche dans les sondages avec une dynamique LFI), je ne vois qu'une seule solution :

Proposer et pousser LFI à former et rendre publique la composition d'un gouvernement avec des communistes, des écologistes, des socialistes unitaires, des membres de l'Après et du NPA.

Le peuple de gauche souhaite l'unité !

Contribution des militant.e.s de l'Après 35

Les militant.e.s de l'Après 35, réuni.e.s le 20 septembre 2026, ont tenu à exprimer une position sur la stratégie de notre parti.

Nous constatons, avec regret, que la primaire souhaitée sur la plateforme du Nouveau Front Populaire n'a pas pu avoir lieu et que l'émiettement électoral actuel de la Gauche compromet sa victoire.

Nous constatons également que si Jean-Luc Mélenchon est le seul candidat de la gauche de rupture, en mesure de se qualifier pour le second tour de l'élection présidentielle, les conditions de sa victoire à ce second tour ne sont pas réunies aujourd'hui.

Il convient donc d'œuvrer aux conditions d'un rassemblement autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon :

Obtenir des garanties sur la mise en place de la VI^e République et, plus largement, sur les conditions démocratiques de l'exercice du pouvoir ;

S'assurer de la continuité du soutien de la France à l'Ukraine ;

Apporter notre soutien sur la base d'une plateforme politique rassemblant celles et ceux, de tous horizons, qui se reconnaissent dans la démarche du Nouveau Front Populaire et qui sont volontaires pour construire une majorité de gouvernement au-delà de l'élection présidentielle.

Cela suppose un travail politique approfondi avec nos partenaires, pour permettre un « grand dépassement » de l'électorat « insoumis ».

Concrètement, et dès à présent, nous proposons de créer avec nos partenaires du Nouveau Front Populaire, hors LFI, un espace commun de travail. Cet espace aurait pour objet de définir ensemble les conditions politiques et programmatiques d'un soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon, et de construire le socle d'un contrat de gouvernement qui dépasse la seule campagne présidentielle et engage la perspective des élections législatives qui suivront.

En nous rassemblant ainsi en amont, nous ne venons pas en ordre dispersé : nous créons les conditions d'un rapport de force qui nous permet de porter nos exigences et d'obtenir des garanties.

Cette stratégie peut élargir le socle électoral de Jean-Luc Mélenchon et de la France Insoumise et se révéler déterminante dans la perspective du second tour de l'élection présidentielle.

Contribution de la section Rouen-Dieppe (76)

La section Rouen-Dieppe de L'APRÈS tient à affirmer son accord avec ce qui figure dans le courrier d'invitation au Parlement du 4 octobre :

Concernant la présidentielle, il paraît important de prendre le temps de l'échange au sein de l'organisation et de tenir compte d'une situation politique encore évolutive. [...] D'ici là [décembre 2026], nous continuerons à proclamer que l'unité de la gauche est indispensable pour mettre en échec la droite et l'extrême-droite.

Le proclamer est certes indispensable, mais ne suffit pas. Il faut faire vivre l'unité de la gauche et, à tout le moins, montrer qu'un cadre unitaire – malheureusement restreint – continue à exister. C'était le sens de la proposition de « Cadre permanent de coordination » qui figurait dans le communiqué que notre organisation a publié début juillet : « L'APRÈS propose à celles et ceux qui ont défendu la perspective d'une candidature commune de continuer à œuvrer ensemble pour peser dans la situation. Construisons un cadre permanent de coordination et d'action. Inscrivons l'exigence d'unité dans la durée. »

C'est à cet arc – Les Écologistes, le courant Faure (il faut s'adresser à lui), Debout, L'APRÈS, Génération·s, Alternative communiste, le NPA-A – qu'il faut nous adresser et proposer des campagnes unitaires sur des mesures de rupture.

Si Clémentine Autain, Lucie Castets, Benjamin Lucas, Marine Tondelier, François Ruffin et Olivier Faure (si possible) affichaient une volonté commune de faire équipe cela créerait une dynamique. Et avec nos député·es, d'autres personnalités pourraient s'y agréger. Le rapport de force au sein de la gauche – que ce soit avec LFI ou avec le PS – s'en trouverait modifié.

Pour commencer, il nous faut leur proposer de co-organiser la campagne « Non au coup d'État du RN ».

Au-delà, il faut définir quelques thèmes – dans les domaines du social, de l'écologie et de la démocratie – sur lesquels nous pouvons proposer unitairement des réponses alternatives à celles de la droite et du RN. Les préoccupations de la population nous donnent des indications sur ce qui est à prioriser (Voir : « Enquête électorale française 2026 septembre 2026 – Vague 3 », CEVIPOF, Le Monde, Fondation Jean Jaurès, Institut Montaigne).

Le pouvoir d'achat, les salaires, la Sécurité sociale avec la santé et les retraites ainsi que l'éducation sont des sujets du quotidien.

Les moyens contre le réchauffement climatique, les mégafeux, la transition écologique indispensable sont des enjeux immédiats et constituent des urgences.

S'y ajoutent la répartition des richesses (taxe Zucman, aides aux entreprises, fiscalité...) et nombre de questions démocratiques et de société...

À l'occasion de notre travail sur le programme, ce sont les questions auxquelles nous devons apporter des réponses et en faire des axes de campagnes unitaires avec nos partenaires.

Contribution de Michèle Sauve, Jacques Richet et Martin Costantini du GL Paris Nord (75)

Faire barrage au RN en relançant la bataille idéologique Face à la menace sérieuse de l'arrivée du RN au pouvoir, nous devons tout faire pour mobiliser contre les idées d'extrême-droite, et démasquer la démagogie populiste de Marine Le Pen en étant partie prenante des comités antifascistes d'unité populaire quand ils existent ou contribuer à les créer partout avec les syndicats, les associations et les partis de Gauche en retrouvant les forces qui ont fait le NFP en 2024 pour faire barrage à Bardella 1er ministre. Nous devons tout faire pour favoriser un sursaut populaire à l'image du Front Populaire. La menace fasciste est réelle et affichée. A travers le référendum prévu au moment des législatives suivant une éventuelle élection de Marine le Pen, c'est la constitution qui est changée et la France fascisée. Un discours civilisationnel et raciste en actes avec la préférence nationale, l'interdiction de la double nationalité pour les fonctionnaires, la suppression du droit du sol... tout en supprimant nos structures et outils de luttes collectives par le droit, la loi et la suppression des subventions : sécurité sociale, retraites par répartition, syndicats et associations.

La centralité de Jean-Luc Mélenchon et de la France Insoumise

Cette élection n'est pas anodine, le danger est mortifère. La division des voix de Gauche au premier tour c'est l'élimination au second. L'échec d'une primaire de la Gauche a été acté par le Parti Socialiste et relayé par ceux qui veulent faire la course en solitaire (PCF, Debout, Les Écologistes...). En organisant une primaire taillée pour la victoire de Gluksmann, le PS s'oriente vers le centre ou a minima une synthèse qui ne correspond en aucun cas aux besoins de radicalité face à l'aggravation des crises économiques, diplomatiques, sociales et écologiques. Lors des précédentes présidentielles JLM s'est imposés largement comme le vote utile à Gauche parce qu'il est celui qui rassemble potentiellement le plus de voix et que l'Avenir en commun est le seul programme de rupture crédible à Gauche. Nous estimons que dans le contexte actuel de division, sa responsabilité est de représenter l'ensemble de notre camp social.

La nécessité de l'unité et du pluralisme

Si l'unité ne peut se faire en haut, elle doit se faire en bas. Pour l'emporter JLM a besoin de toutes les voix de Gauche, des abstentionnistes et de toutes et celles qui se reconnaissent dans les valeurs de gauche pour engendrer au second tour une dynamique victorieuse. Si JLM est le candidat qui s'impose, il ne doit pas le faire aux dépens des autres formations, LFI doit leur assurer leur place et dans l'équipe de l'exécutif, à l'Assemblée et la future constituante comme gage d'ouverture. Nous devons donc imposer des négociations et l'unité la plus large, unité que l'électorat de Gauche réclame dans sa grande majorité, elle est nécessaire pour battre la droite et l'extrême droite.

Quelle campagne de l'APRES ?

Notre programme prône la rupture et converge sur beaucoup de points avec l'Avenir en commun axé sur le partage des richesses, la protection des services publics, mais aussi sur l'urgence climatique et le passage à la 6ème république, néanmoins nos désaccords existent en particulier sur la politique internationale, sur les questions démocratiques et sur la stratégie trop souvent sectaire adoptée par LFI, nous proposons donc de constituer des comités de soutien avec l'ensemble des militant.es des différents collectifs pour un vote utile et pour l'unité pour un programme de rupture.

Contribution d'Alexis Midol-Monnet, Essonne (91)

Pendant que la planète continue de brûler sous nos yeux, que le consentement démocratique ne cesse de s'affaïsser encore un peu plus en France comme chez nos nombreux voisins européens, il est probable que l'élection présidentielle des 18 avril et 2 mai prochain soit l'une des plus impactantes du premier XXI^e siècle.

Impactante car si l'on en lit les programmes déclarés à cette heure et les dynamiques d'opinion, tout porte à croire que cette élection pourrait se transformer en un référendum sur ce qui fonde en réalité le contrat social républicain dans lequel tout citoyen possède des droits et l'aspiration à la devise universelle qui fait France depuis 1789, Liberté, égalité et fraternité.

Pour porter haut et fort cet attachement à une conception de la citoyenneté politique et non ethnique, refuser le coup d'État institutionnel proposé par la candidate de l'extrême-droite, la gauche doit inlassablement poursuivre son combat pour l'unité de ses bases sociales.

Bien aidés par des structures médiatiques détenues par quelques puissants aux intérêts de collusion avec le Rassemblement National, une petite musique voudrait nous contraindre, pour paraphraser l'Internationale, à rendre gorge sans trop tarder pour avaliser la réduction de la gauche à un duel mortifère.

Entre une gauche de rupture bien en peine d'incarner une perspective majoritaire, et un centre gauche dont l'unique projet politique n'est pas de résoudre les crises auxquelles la population fait face ni de préparer l'avenir des générations successives mais de vouloir ressusciter le macronisme crépusculaire à coup d'anathèmes improductifs et de compromissions sociales, notre rôle et notre utilité ne consistent pas à distribuer les bons points ni à nous effacer au gré d'injonctions court termistes.

Fidèle aux boussoles historiques de la gauche en matière d'organisation démocratique et de solidarité internationaliste (Ukraine, Palestine, Sahara occidental...), notre stratégie pour l'élection présidentielle doit prendre en compte les enjeux fondamentaux suivants :

- premièrement, toute volte-face même « critique », viendrait saper la crédibilité de notre jeune mouvement auprès de ses adhérents et ouvrirait la porte à une marginalisation de notre parole, à gauche et dans le débat public. Né de désaccords stratégiques aigus avec la France Insoumise qui ne se sont pas dissipés à travers le temps, l'APRES ne peut se permettre à cette heure de rejoindre un mouvement qui ne désire pas notre soutien.
- deuxièmement, le périmètre des « unitaires » ne doit surtout pas être délaissé aux appétits individuels et aux hésitations qui traversent leurs composantes. Avec Debout, Générations, nos camarades du groupe parlementaire Écologiste et social ainsi qu'avec les communistes qui ne se retrouvent pas dans la candidature solitaire de Fabien Roussel, nous

devons faire valoir une voix commune centrale à gauche, peu importe le candidat désigné par la petite primaire socialiste.

- troisièmement, comment dans les mois qui suivent élargir l'assiette électorale de la gauche et ramener à elle des pans diversifiés de la société qui s'en sont éloignés, n'iraient plus voter pour nous dans une situation de duel avec l'extrême-droite, voire pire, seraient tentés par le choix inverse. La campagne massive de déconstruction du référendum constitutionnel du RN représente une option bienvenue pour structurer le débat politicomédiatique des prochains mois de campagne.

- Quatrièmement, si le processus démocratique interne de l'APRES venait à décider de porter un soutien à un candidat actuellement ou prochainement déclaré sur la ligne de départ, nous ne pourrions nous contenter d'être une vitrine utile, de courte durée, pour un candidat et devons obtenir unitairement de solides garanties politiques et législatives pour participer à un gouvernement sur des bases programmatiques claires et bénéficier d'un groupe parlementaire. Ce qu'un soutien hâtif ne permettra pas.

Alexis MIDOL-MONNET (Essonne, 91) Conseiller municipal délégué à la jeunesse, aux relations avec l'université et aux relations internationales à Orsay (91400) Vice-président de l'Association des Villes Universitaires de France

“Elections de 2027 Ne pas se précipiter mais agir” contribution d’Henri Mermé, Comité Paris X-XI, Commission internationale

A Gauche le paysage de l'élection Présidentielle n'est pas, à ce stade, stabilisé. Même si c'est probable, il n'est pas certain que ce soit le social-libéral Glucksmann qui soit le candidat qui sorte de la primaire socialiste. Et surtout les initiatives du type les CRACS sur le champ intellectuel et artistique et du "mouvement social" syndicats, mouvements associatifs en particulier LDH pour un sursaut unitaire des gauches pour faire front face à Le Pen sont lancées et devraient se développer le plus largement possible. Notre mouvement qui a décidé de lancer une campagne contre le projet de coup d'Etat institutionnel que serait un référendum contre les immigré.es et les étranger.es en cas d'élection de Le Pen à la Présidence de la République doit s'associer à toutes les initiatives unitaires tout en respectant l'indépendance du mouvement social. IL EST DONC IMPOSSIBLE DE SE POSITIONNER LORS DU PARLEMENT DU 4 OCTOBRE et donc d'adopter une position du type de celle proposée par des camarades de Paris XX° à savoir de décider dès aujourd'hui que notre mouvement appellera à un vote indistinct entre Glucksmann et Mélenchon. « Meilleur » choix pour disparaître du paysage politique au moment même d'une forte politisation de la population en particulier dans la jeunesse !

Par contre il faudrait décider lors de ce Parlement d'avoir des démarches en direction des organisations et sensibilités qui se proposent/envisagent d'avoir un soutien critique à la candidature de Mélenchon : Génération.s, Alternative communiste, la gauche des Verts, NPAA..... Il conviendra également d'inclure dans ces discussions un accord sous une forme ou une autre concernant les élections législatives qui interviendront dans la suite de l'élection présidentielle. Le résultat de ces démarches devrait être présenté lors du Parlement prévu pour le 14 Novembre. Il sera alors temps de décider, en fonction des résultats de celles-ci, d'organiser une consultation des militant.es sur les différentes positions existant dans le mouvement et à ce stade : vote indifférencié entre le candidat issu de la primaire socialiste et Mélenchon ou participation à une campagne unitaire et indépendante en faveur d'un appel au vote pour Mélenchon.

Au total, malgré toutes les graves divergences qu'un mouvement comme le nôtre a avec Mélenchon en particulier sur le plan international, sur son comportement vertical et non démocratique et sur ses glissements de type antisémite. Mais en tenant compte du fait que nous nous retrouvons largement dans le programme l'Avenir en commun et qu'une dynamique importante en faveur d'un vote en sa faveur s'est développé en particulier dans la jeunesse et dans les quartiers populaires, c'est le choix d'un vote Mélenchon qu'il faudrait faire dans le cadre d'une campagne à construire unitaire et indépendante de LFI. Sans le moindre enthousiasme et sachant pertinemment que c'est uniquement un choix de raison.

Politiquement et pratiquement, Il est possible de faire un tel choix. C'est ce qu'un petit groupe de militant.es de feu le mouvement ENSEMBLE ! avait fait, certes à une échelle

modeste, en faisant une campagne totalement autonome de soutien à la candidature de Mélenchon lors de la campagne présidentielle précédente.

“L'APRÈS primaire” Contribution au débat de Xavier Keller (75), Laëtitia Criseo (92), Méliades Bey (84), Zoé Sambou (76)

Le 9 juillet dernier, après plusieurs mois passés à saper tout travail unitaire de fond, le Parti Socialiste à enfin enterré la primaire de la gauche. Si cela sonne la fin d'un espoir, lancé par notre camarade et amie Lucie Castets à Bagneux, cela sonne également la fin d'une attente mortifère où nous étions devenu des observateurs du congrès permanent du PS qui s'éloignait inexorablement vers les rives du centre malgré toutes nos tentatives pour lui faire reprendre le cap de l'union. De cette primaire nous pouvons toutefois trouver de la fierté : fierté d'avoir tenu le cap de l'union, fierté pour notre énergie que nous sommes bien souvent les seuls à avoir investi dans cette démarche unitaire et fierté d'avoir pu nous construire et exister.

Maintenant que la primaire est morte, quel doit être notre rôle dans la période ?

Nous devons tout faire pour que l'extrême droite ne gagne pas dans notre pays. La lutte antifasciste doit guider nos pas dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027. Pour cela notre méthode est l'unité. Mais cette unité ne peut être une unité incantatoire, nous devons tracer la route de l'unité pour gagner. Si à l'automne Jean-Luc Mélenchon est toujours le candidat en tête à gauche, la France Insoumise aura la responsabilité de créer les conditions d'un vrai rassemblement, respectueux des forces voulant y participer, afin d'élargir notre électorat et nous amener à la victoire.

Oui, Jean-Luc Mélenchon est actuellement le candidat le mieux placé pour accéder au second tour, il est aussi parmi les candidats sondés face à Marine Le Pen celui qui a le moins de chance de l'emporter. Mais cette réalité ne peut nous pousser dans les bras du désespoir et de l'inaction. Si Mélenchon produit un effet repoussoir l'empêchant seul d'avoir une perspective de victoire, notre rôle devra être de convaincre largement que malgré les différences, les désaccords et parfois les rancœurs, l'unité autour de cette candidature est la seule solution pour à la fois barrer la route au fascisme et à la fois proposer un véritable programme de rupture capable de changer la vie des gens.

Pour que L'APRÈS puisse pleinement jouer ce rôle nous proposons :

- Un processus démocratique et bienveillant pour décider collectivement de notre stratégie

Cette étape doit être la première pierre de toute décision, pour pouvoir faire l'unité de la gauche nous devons déjà travailler à l'unité de L'APRÈS, cette unité ne pourra passer que par des vrais temps d'échanges, de contributions, de réflexions et de décisions. Ce texte se veut donc comme une contribution pour lancer le débat qui devra se poursuivre dans les groupes locaux et dans toutes nos instances. À la fin, il faudra donner le pouvoir aux adhérent·es, par le vote, pour décider de notre stratégie.

- Une prise de contact rapide avec la campagne Insoumise en lien avec le bloc unitaire

Pour avancer et empêcher la campagne de l'extrême droite de prendre racine dans le pays, nous devons leur opposer une campagne efficace et intense. Nous ne pouvons nous permettre, par égo, d'attendre d'être contacté par la France Insoumise. Ainsi, nous devons à la fois participer à la création d'une coordination unitaire avec notamment nos camarades du NPA-A et de Génération.s pour prendre contact avec la campagne mais également proposer une rencontre bilatérale à la France Insoumise pour exister et avancer sur nos points.

- Un accord programmatique et législatif exigeant.

L'unité devra prendre une forme concrète, sur le fond et sur la forme. Sur le fond nous devons négocier pour que des mesures phares de notre programme soient intégrées au programme de la campagne présidentielle. Pour peser il nous faudra identifier quelques mesures que nous pourrions défendre comme notre acquis; par exemple, la régularisation de tous les sans papiers, mesure actuellement absente du programme insoumis ou encore bien sur la mise en place d'une sécurité sociale de l'alimentation comme le défend Clémentine Autain. Cette unité devra également garantir les moyens de notre autonomie avec un accord de circonscription en vue des élections législatives.

- Une campagne autonome avec les "unitaires"

"Mais la France insoumise n'acceptera jamais ces conditions", à nous alors de démontrer de notre utilité, pour cela nous devons défendre une campagne autonome en coordination avec les unitaires qui voudront y participer comme le NPA-A, Génération.s et de nombreuses personnes et collectifs de la société civile. Pour être efficace et élargir l'électorat en allant convaincre celles et ceux qui se refusent pour le moment à voter Mélenchon, nous devons pouvoir faire cette campagne avec notre propre matériel et sur nos propres mots d'ordre. Combien d'entre nous avons, lors de la campagne municipale, été confronté à des "plus jamais PS" ou des "plus jamais LFI" sur les marchés? À ces affirmations nous avons toutes et tous su tenir la même ligne, rappeler les dangers qu'apporte la droite et l'extrême-droite et insister sur le cadre unitaire des listes que nous défendions. En 2027, nous devons continuer ce rôle de médiation pour permettre à la gauche de l'emporter.

Contribution au débat de Calypso Arvois (Lyon), Ingrid Hayes (Paris), Olivier Madaule (Montreuil), Pierre-François Grond (Paris), Pierre-Yves Legras (Isère), Sandrine Ghiotto (Paris)

La situation politique dans laquelle va se dérouler la présidentielle est catastrophique, avec un risque de victoire de l'extrême droite toujours plus élevé et une gauche divisée. Les deux gauches prétendument irréconciliables se sont reconstituées. La responsabilité en revient aux appareils du PS et de LFI, frères jumeaux en irresponsabilité.

Nous sommes en désaccord avec la stratégie erratique du PS vis-à-vis du gouvernement Lecornu, avec les exclusives posées à l'égard de LFI, avec le programme social-libéral défendu par RG et sa stratégie d'union des centres, qui rappelle les pires errements de l'ère Hollande.

Nous sommes en désaccord avec la conception antidémocratique de LFI, alors qu'il faudrait être exemplaire en la matière quand on aspire aux plus hautes fonctions de l'Etat. Nous sommes en désaccord avec la stratégie de LFI qui fait le choix d'une affirmation solitaire et sectaire au lieu de rassembler. Nous sommes en désaccord avec la stratégie de LFI qui fait le choix de se construire en attisant les clivages à gauche. Nous y incluons la question majeure de l'antisémitisme, avec lequel il est irresponsable de transiger. Nous sommes en désaccord avec une conception substitutiste et instrumentale des mouvements sociaux qui menace d'assécher les possibilités de mobilisations. Toutes ces raisons font que nous avons cherché à construire une candidature unitaire alternative à celle de JLM. Il faut rassembler, et JLM a pour l'heure tourné le dos au rassemblement.

Dans cette situation, l'APRES ne peut cependant être agnostique, puisqu'il s'agit d'une campagne et d'une élection décisive pour l'avenir du pays. S'il devait se confirmer une division entre JLM et RG, nous ne pourrions les renvoyer dos à dos. Nous sommes en sympathie politique avec une partie substantielle du programme défendu par JLM, à l'exception notable des questions internationales, ce qui n'est pas anecdotique au vu de la situation internationale que nous connaissons. Etre campiste à l'heure du renouveau des impérialismes, ce n'est pas une petite affaire.

Nous savons qu'il faudra au lendemain de l'élection de 2027, quelle qu'en soit l'issue, un parti politique de transformation sociale et écologique, pluraliste et démocratique pour résister et agir. Nous sommes bien placés pour savoir que LFI n'est pas ce parti. Une telle perspective ne peut advenir si nous n'avons aucune intervention politique visible d'ici la présidentielle.

Comment nous positionner concrètement ?

Aujourd'hui, le candidat le mieux placé à gauche pour le premier tour est aussi le moins bien placé pour le second. Il rencontre cependant un écho réel dans une partie du peuple de gauche, par renoncement pour partie, mais aussi parce que sa candidature

suscite l'espoir notamment dans une partie de la jeunesse. Nous ne pouvons faire fi de ces aspirations. Et, tout en restant ferme sur la question de l'unité et du rassemblement, nous ne pouvons passer les prochains mois à expliquer par le menu pourquoi JLM ne peut pas gagner.

Nous devons mener une politique offensive pour consolider un pôle unitaire autour du noyau qui a construit et animé FP2027. Un tel pôle devra adopter une orientation commune pour la présidentielle et les législatives et mener une campagne autonome afin de peser sur leur cours mais surtout préparer l'après mai-juin 2027.

Nous devons assurer la réélection de nos 4 député·es, une des conditions de notre survie politique. Nous savons que ce ne sera pas une mince affaire, avec le risque d'avoir face à eux des candidat· de LFI et du PS, et chacun sait au sein du pôle unitaire en construction qu'il ne vaut mieux pas avoir l'APRES dans ses bagages pour négocier avec LFI.

Le profil actuellement développé par LFI et JLM cultive l'irresponsabilité. Il n'inclut aucun signe, aucune volonté manifeste de rassembler. C'est pourtant une condition absolue pour ne serait-ce que limiter la catastrophe. Même au NPA qui le soutient, JLM ne propose aucune structure de coordination, simplement de rejoindre les Groupes d'action. Il propose un ralliement, pas une alliance. Une telle orientation nous amène dans le mur.

En cette rentrée, la situation n'est pas stabilisée. Le calendrier que nous nous sommes donnés permet de faire le point sur ses évolutions, résultats de la primaire PS-PP, maintien au non des candidatures de Marine Tondelier et François Ruffin, processus de négociations entamés par les uns et les autres, retournement de l'attitude sectaire de LFI. L'APRES mène une campagne vigoureuse contre le RN, pour dénoncer la dangerosité de son programme. C'est sa place et c'est son rôle. Ce n'est pas juste une campagne d'agitation de l'APRÈS. Elle pose la nécessité d'un front antifasciste, local et national, qui pèse dans la campagne électorale, bien au-delà de l'APRES. D'ici décembre, une fois la situation stabilisée, elle pourra arrêter une position définitive concernant la présidentielle